



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

## **Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de région, en tant qu'autorité en charge de l'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement,

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région Occitanie, en date du 23 décembre 2024, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :
- **n°2025 – 015176 ,**
  - **aménagement de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Preuille sur la commune de Bram (Aude) ,**
  - **déposée par la communauté de communes Piège-Lauragais-Malepère ,**
  - **reçue et considérée complète le 6 août 2025 ;**
- Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de l'Aude et de l'agence régionale de santé (ARS) Occitanie ;

### **Considérant la nature du projet :**

- qui consiste en l'aménagement de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Preuille sur un périmètre opérationnel d'environ 7 ha, via la réalisation des opérations suivantes prévues en plusieurs phases sur une durée de 8 à 10 mois ;
  - les travaux de préparation du terrain (nettoyage, terrassement...) ;
  - la réalisation des voiries internes ainsi que des espaces de stationnements (une cinquantaine de places prévue) ;
  - la viabilisation de 4 macro-lots offrant une surface de plancher prévisionnelle de 31 500 m<sup>2</sup> et destinés à accueillir des activités de logistique, de commerces, de services ainsi que des petites unités de production ;
  - la création des espaces verts ainsi que des dispositifs de gestion des eaux pluviales (bassins, noues, fossés) ;
- qui comprend des travaux de réaménagement du giratoire de la RD 218 sur une durée d'environ 2 mois, afin de créer le raccordement au projet ;

- qui constitue une extension de la zone d'activités du Lauragais ;
- qui relève *a minima* de la rubrique n° 39.b du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant la localisation du projet :**

- avenue de la Preuilhe, sur le territoire de la commune de Bram ;
- au sein d'une emprise globale d'environ 7 ha délimitée au sud par le giratoire de la RD 218, à l'ouest par la ZAE du Lauragais, au nord par le chemin de la Foire et des terrains agricoles, puis à l'est par des parcelles agricoles, le ruisseau de la Preuille et enfin le centre bourg de Bram ;
- au sein de parcelles agricoles exploitées et par ailleurs classées dans la zone à urbaniser « AUxa » définie par le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune arrêté le 26 février 2025 ;
- au sein d'un secteur présentant un aléa inondation allant de « faible » à « fort » selon le porter à connaissance des services de l'État daté de mai 2024, étant précisé que la zone du projet s'inscrit principalement dans une zone d'aléa « modéré » ;
- au sein de la zone naturelle d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques (ZNIEFF) « Gravières et plaine de Bram » ;
- au sein d'un secteur présentant des enjeux écologiques « faibles » selon l'analyse réalisée dans le cadre du projet ;
- en dehors de zones humides identifiées, de sites Natura 2000 ou de sites classés au titre du Code de l'environnement ou du patrimoine ;

**Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine ne devraient pas être significatifs compte tenu des engagements du maître d'ouvrage à mettre en œuvre des mesures visant à les éviter, les réduire, voire les compenser, dès la conception du projet, en phase chantier et en phase exploitation, par exemple :**

- le démarrage des travaux en dehors des périodes écologiques sensibles ;
- la lutte contre la pollution lumineuse (éclairages orientés vers le sol, extinction en dehors des périodes d'activités...) ;
- la lutte contre le risque de propagation d'espèces exogènes en phase chantier ;
- le stockage des produits dangereux (huile, carburants, aérosols, peintures...) sur des aires spécifiques et disposées à l'abri des intempéries ;
- l'équipement de chaque engin de chantier avec un kit antipollution ;
- la réduction de la vitesse sur le chantier afin de limiter le bruit et la production de poussière ;
- la création d'espaces verts favorables à la biodiversité avec l'utilisation d'essences indigènes, adaptées au climat et issues de filières locales ;
- la réalisation de dispositifs de rétention des eaux pluviales afin de compenser l'imperméabilisation des sols ;
- la végétalisation du site pour permettre son intégration paysagère ;
- l'aménagement de passages à faune autour et au sein de la zone d'activités ;
- l'accompagnement écologique en phase chantier ainsi que la mise en place d'un suivi écologique de la biodiversité au sein de la zone aménagée sur 10 ans ;

**Considérant que le projet devra se conformer aux prescriptions émises dans le cadre de l'instruction du dossier requis au titre des articles L214-1 à L214-11 du Code de l'environnement (« Loi sur l'Eau ») ;**

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## **Décide**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet d'aménagement de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Preuille sur la commune de Bram (Aude), objet de la demande n°2025 – 015176, n'est pas soumis à étude d'impact.

Cette décision vaut retrait de la décision implicite de soumission à évaluation environnementale en l'absence de décision dans le délai de trente-cinq jours, à compter de la saisine, prévue par le Code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Montpellier,

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour le directeur régional et par délégation,  
La cheffe de la division autorité environnementale Est,

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne sur internet.*

**Le recours gracieux** doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région  
DREAL Occitanie  
1 place Émile Blouin – CS 10 008  
31 952 Toulouse Cedex 9